



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/49/L.3
5 octobre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Intégration de la Commission des sociétés transnationales dans le mécanisme institutionnel de la CNUCED

Note du Secrétariat

Par sa résolution 1994/1 du 14 juillet 1994, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale l'adoption d'un projet de résolution intitulé "Intégration de la Commission des sociétés transnationales dans le mécanisme institutionnel de la CNUCED". Le texte du projet de résolution est reproduit ci-dessous.

"L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 47/212 B, du 6 mai 1993, qu'elle a adoptée dans le contexte de la restructuration en cours de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans laquelle elle a approuvé la décision du Secrétaire général de regrouper au sein de la CNUCED toutes les activités relatives aux sociétés transnationales,

Consciente du rôle primordial des investissements internationaux ainsi que des autres apports de capitaux internationaux impulsés par le marché pour promouvoir la croissance économique et le développement, à l'échelon mondial,

Affirmant que les délibérations relatives à ces questions menées à l'échelon intergouvernemental dans le cadre des Nations Unies présentent un intérêt exceptionnel pour la communauté internationale,

Consciente de la nécessité de faire en sorte que le système des Nations Unies traite de manière plus efficace et plus rationnelle les problèmes liés à l'investissement international et reconnaissant que

ce résultat peut être atteint grâce à une rationalisation plus poussée tant des réunions intergouvernementales organisées dans le cadre des Nations Unies que des ressources du Secrétariat,

Tenant compte du fait qu'en 1993, la Division des sociétés transnationales et de la gestion de l'ancien Département du développement économique et social de l'ONU a été transférée au secrétariat de la CNUCED sous le nom de Division des sociétés transnationales et de l'investissement,

Ayant à l'esprit les travaux effectués par la Commission des sociétés transnationales au cours de ses 20 dernières sessions et du fait que ces dernières années, elle a donné plus de place dans ses activités à la contribution des sociétés transnationales à la croissance et au développement économiques, au renforcement de la coopération entre les pays d'implantation en développement et les sociétés transnationales, à la facilitation des flux d'investissements étrangers directs et à l'étude des liens entre les apports de capitaux, la diffusion et l'acquisition de techniques et le commerce des biens et des services, et qu'en raison de ce changement de cap, il y a davantage d'éléments communs entre les activités de la Commission et celles du Conseil du commerce et du développement et de ses organes subsidiaires,

Consciente de la nécessité d'éviter des doubles emplois inutiles entre organes des Nations Unies,

Ayant à l'esprit la résolution 1913 (LVII) du Conseil économique et social en date du 5 décembre 1974, notamment ses paragraphes 3 et 4, le document intitulé "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Cartagena"¹, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session, tenue à Cartagena (Colombie) du 8 au 25 février 1992, et la résolution 47/183 du 22 décembre 1992, dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé le rôle important de la CNUCED notamment comme l'instance de l'Organisation des Nations Unies la mieux à même de traiter de manière intégrée les problèmes de développement et les questions connexes qui se posent dans des domaines essentiels tels que le commerce, les produits de base, les finances, l'investissement, les services et la technologie, et ce, dans l'intérêt de tous les pays et en particulier des pays en développement,

¹ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, huitième session, Cartagena (Colombie), rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.II.D.5), première partie, sect. A.

1. Décide que la Commission des sociétés transnationales devrait devenir une commission du Conseil du commerce et du développement et être rebaptisée Commission de l'investissement international et des sociétés transnationales;

2. Prie le Conseil du commerce et du développement d'examiner d'urgence la question de l'orientation du programme de travail de la Commission de l'investissement international et des sociétés transnationales en fonction des recommandations faites par la Commission des sociétés transnationales à sa vingtième session, selon lesquelles le Conseil du commerce et du développement devrait orienter les travaux de manière à susciter chaque fois que possible la participation de hauts fonctionnaires compétents ainsi que de représentants du secteur privé dans le but :

a) De promouvoir les échanges de vues et de données d'expérience entre gouvernements, entreprises, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales, syndicats et experts intéressés sur les questions relatives à l'investissement international, aux sociétés transnationales et à la création d'un environnement propice au développement des entreprises et du secteur privés;

b) D'examiner la situation en ce qui concerne les activités de recherche et la publication d'informations sur les politiques, programmes et faits nouveaux relatifs à l'investissement international et aux sociétés transnationales et à la création d'un environnement propice au développement des entreprises et du secteur privés, et de donner des conseils à ce sujet au secrétariat;

c) D'examiner la situation en ce qui concerne la fourniture d'une assistance technique aux gouvernements souhaitant établir des régimes d'investissement et un environnement qui permettent d'attirer davantage d'investissements étrangers et d'appuyer le développement des entreprises privées, contribuant ainsi à la croissance économique et au développement des pays d'implantation, et de donner des conseils à ce sujet au secrétariat;

3. Prie le Secrétaire général d'affecter au programme relatif aux sociétés transnationales la totalité des ressources qui avaient été initialement inscrites au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995 en application de la résolution 48/228 A de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1993;

4. Invite les États Membres et les parties intéressées à accroître leur appui financier pour la coopération technique, les services consultatifs, la formation, la recherche et les activités d'information dans le domaine de l'investissement étranger;

5. Décide que la Commission poursuivra l'étude des travaux de Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes

internationales de comptabilité et de publication, dont la prochaine session doit se tenir à Genève dans le courant du premier semestre de 1995;

6. Décide également que la première session de la Commission devrait se tenir à Genève dans le courant du premier semestre de 1995."
